

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 mai 2013
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-septième session**

Point 63 b) de l'ordre du jour

**Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique :
progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui
international : les causes des conflits et la promotion
d'une paix et d'un développement durables en Afrique**

**Conseil de sécurité
Soixante-huitième année**

**Les causes des conflits et la promotion d'une paix
et d'un développement durables en Afrique****Rapport du Secrétaire général****Additif****I. Justification**

1. Le présent additif est soumis en application du paragraphe 27 de la résolution 66/287 de l'Assemblée générale. L'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle sur les affaires africaines a été créée en application de la résolution 57/7. Donnant suite à cette décision, le Secrétaire général a annoncé, dans sa circulaire ST/SGB/2003/6, la création du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et l'a chargé des tâches suivantes :

- Renforcer l'appui international au développement et à la sécurité en Afrique grâce à ses activités de mobilisation et à ses travaux d'analyse;
- Aider le Secrétaire général à améliorer la cohérence et la coordination de l'appui que le système des Nations Unies fournit à l'Afrique;
- Faciliter les délibérations intergouvernementales consacrées à l'Afrique au niveau mondial, en ce qui concerne notamment le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

2. Dans sa résolution 57/300, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Secrétaire général de confier cette tâche à un bureau dont le responsable aurait rang de secrétaire général adjoint et serait notamment chargé de coordonner l'équipe spéciale interdépartementale sur les affaires africaines, de façon que le soutien du système à l'Afrique s'inscrive dans une démarche cohérente et intégrée, notamment en suivant la mise en œuvre de l'ensemble des conclusions



des sommets et conférences qui concernent l'Afrique, en remédiant aux carences et en faisant établir des rapports sur les questions qui revêtent une importance cruciale pour l'Afrique.

3. Ces deux résolutions et la circulaire du Secrétaire général ont donné au Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique mission d'assurer la cohérence et la coordination de l'appui que le système des Nations Unies fournit à l'Afrique, en particulier de faire le lien entre les activités de paix, de sécurité et de développement menées par les Nations Unies. Certains départements et organismes du système ont des mandats portant sur le social, l'économie, les droits de l'homme, l'humanitaire et le développement, alors que d'autres ont un mandat précis relatif à la paix et la sécurité.

4. Comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport intitulé « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous », en tant que seul organisme universel ayant mandat de traiter les questions de sécurité, de développement et de droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies porte une responsabilité particulière (A/59/2005, par. 21). L'Organisation doit s'assurer que toutes ces questions sont traitées de manière simultanée et globale car, comme l'indique le Secrétaire général, outre que le développement, la sécurité et le respect des droits de l'homme sont impératifs, ils se renforcent mutuellement (ibid., par. 16).

5. À cet égard, la valeur ajoutée et la spécificité du mandat du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique consistent à établir des liens entre les activités que le système des Nations Unies mène en matière de paix, de développement et de droits de l'homme (y compris l'assistance humanitaire) et à assurer la cohérence et la coordination de l'appui que les Nations Unies apportent à l'Afrique.

6. Aux fins d'exécution de son mandat et pour faciliter sa coopération avec les autres entités du Secrétariat, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique est membre des comités suivants et participe à leurs réunions : Comité exécutif pour la paix et la sécurité, Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales, Comité exécutif pour les affaires humanitaires et Comité exécutif du Groupe des Nations Unies pour le développement. Il participe également à des réunions consultatives régionales, notamment celles du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique qui est chargé d'assurer la mise en œuvre du Programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine. Le Mécanisme de coordination régionale comporte neuf modules thématiques couvrant diverses questions relatives à la paix et au développement, auxquels les membres de l'Équipe spéciale participant au niveau régional. Les réunions du Mécanisme convoquées par la Commission économique pour l'Afrique ont pour objet de soutenir l'Union africaine et son programme NEPAD. Le Bureau du Conseiller spécial préside le module de la coordination et de la mobilisation.

7. Il est de plus en plus largement admis que les difficultés de l'Afrique échappent aux clivages entre la paix, la sécurité, le développement, l'humanitaire et les droits de l'homme. L'Acte constitutif de l'Union africaine et le document fondateur du NEPAD soulignent l'un et l'autre la nécessité de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que le respect des droits de l'homme, comme préalable à la mise en œuvre du programme de développement. La communauté internationale, et l'Organisation des Nations Unies en particulier, a fini par reconnaître que la paix, la stabilité, le respect des droits de l'homme et le développement étaient étroitement

liés et qu'il était nécessaire de veiller à ce que la paix et le développement soient envisagés dans leur globalité.

8. Malgré cette nouvelle dynamique, l'établissement de liens entre la paix, la sécurité et le développement rencontre encore des difficultés. Cependant, les défis qui se posent sur le continent, en particulier dans les pays fragiles ou sortant d'un conflit comme la Somalie, le Soudan du Sud, le Mali, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine et la Guinée-Bissau, montrent qu'il est plus que jamais nécessaire de donner une plus grande cohérence aux activités que les Nations Unies mènent en faveur de la paix, de la sécurité et du développement en Afrique.

9. De fait, les problèmes qui se font jour en Afrique, tels que la piraterie, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, notamment la traite des êtres humains et la contrebande d'armes et de stupéfiants, révèlent les liens manifestes entre les problèmes sociaux et économiques qui sont l'exclusion et la marginalisation. La dégradation des sols, la désertification et le changement climatique, l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'inégalité et le chômage des jeunes attisent les conflits sociaux et communautaires, et sont exacerbés par la criminalité organisée, la faiblesse des services de maintien de l'ordre et l'effondrement de l'état de droit. Compte tenu de la complexité croissante et de l'imbrication des questions relatives à la paix, au développement et aux droits de l'homme, l'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle des Nations Unies sur les affaires africaines n'a pas d'équivalent pour assurer la coordination et la cohérence de l'appui que les Nations Unies apportent à l'Afrique à la demande des États Membres.

10. Avec la nomination récente du Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique, le renforcement de la cohérence, de la synergie et de la coordination entre les activités que le système des Nations Unies mène dans les domaines de la paix, de la sécurité, des droits de l'homme, de l'action humanitaire et du développement, sur la principale priorité du programme de travail du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique. Par ailleurs, il est plus que jamais nécessaire de veiller à ce que le suivi des grandes conférences, des réunions et des engagements pris en faveur de l'Afrique se fasse en faisant le lien entre les questions relatives à la paix, au développement et aux droits de l'homme. Il est donc manifestement nécessaire de renforcer l'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle des Nations Unies sur les affaires africaines et de clarifier ses attributions au sein du système des Nations Unies.

11. Pour l'heure, l'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle des Nations Unies sur les affaires africaines a contribué aux trois rapports du Secrétaire général suivants :

- Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international;
- Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique;
- L'appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

12. L'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle a également pris une part active aux délibérations ayant abouti à l'adoption de la résolution 66/293 de l'Assemblée générale, portant création d'un mécanisme des Nations Unies chargé d'assurer le suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique.

13. Outre ces éléments, l'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle a été la cheville ouvrière de grandes réunions conjointes, notamment la réunion de haut niveau sur les besoins de l'Afrique en matière de développement organisée en 2008 et plusieurs réunions de groupes d'experts sur toute une gamme de sujets faisant le lien entre paix, développement et droits de l'homme.

14. Cependant, malgré de récentes avancées, certaines des activités des Nations Unies visant à s'attaquer aux difficultés de l'Afrique dans les domaines de la paix, du développement et des droits de l'homme auraient besoin d'être mieux coordonnées et plus cohérentes. À cet égard, l'Assemblée générale a, au paragraphe 27 de sa résolution 66/287, prié le Secrétaire général de lui faire des recommandations sur les possibilités de renforcer le rôle de l'Équipe spéciale interdépartementale sur les affaires africaines, en vue d'accroître la cohérence et l'intégration du soutien de l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique, notamment en ce qui concerne le suivi de l'application de tous les textes issus des conférences et sommets mondiaux qui concernent l'Afrique.

15. En vue de renforcer les activités de l'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle sur les affaires africaines, le Secrétaire général se propose d'institutionnaliser l'action et les attributions de l'Équipe en définissant clairement son mandat, ses domaines d'activité, sa structure et ses réunions dans la suite du présent document.

16. Cette structure n'exige pas de ressources additionnelles ou de nouveau mandat. Elle orientera les travaux du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et assoiera celui-ci dans son rôle de conseiller du Secrétaire général sur les affaires relatives aux liens qui unissent les besoins de l'Afrique en matière de paix, de développement et de droits de l'homme, et, agissant sur mandat des États Membres, elle aura le pouvoir d'amener toutes les entités du système des Nations Unies à se coordonner en vue de renforcer la cohérence des activités de l'Organisation en faveur de l'Afrique.

II. Mesures proposées pour renforcer les travaux de l'Équipe spéciale

17. L'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle des Nations Unies sur les affaires africaines a pour rôle principal de servir de mécanisme permettant au Secrétaire général, conformément au mandat confié au Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, d'améliorer la cohérence et la coordination de l'appui que le système des Nations Unies apporte à l'Afrique, et en particulier de veiller à l'existence d'un lien clair entre la paix, la sécurité et le développement.

18. L'Équipe spéciale s'acquittera des tâches suivantes :

a) Faciliter une meilleure coordination de l'établissement de quatre rapports du Secrétaire général consacrés à l'Afrique, à savoir :

- Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international;
 - Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique;
 - L'appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique;
 - Le mécanisme de suivi des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique;
- b) Favoriser et, si possible, entreprendre des activités conjointes qui transcendent les divisions thématiques, régionales et spécialisées;
- c) Mener des actions de sensibilisation communes pour mobiliser l'appui international en faveur de l'Afrique, et lancer des initiatives africaines en partenariat avec les acteurs concernés (les Nations Unies, la société civile, le secteur privé, les médias, les universités et les parlementaires) et, en particulier, plaider pour l'adoption d'approches et de solutions qui prennent en considération le lien entre la paix, la sécurité et le développement en Afrique;
- d) Contribuer à la mobilisation de l'appui à la mise en œuvre des programmes et des initiatives pertinents menés en Afrique dans les domaines situés à la jonction des questions de paix, de sécurité et de développement;
- e) Servir de caisse de résonance aux Membres en mettant à l'essai les stratégies adoptées pour parvenir à intégrer les programmes des organismes dans leurs domaines d'action respectifs, et en leur adressant des observations à ce sujet, et fournir un cadre permettant aux organismes du système des Nations Unies d'échanger des informations et les meilleures pratiques concernant les activités menées sur le continent en vue d'améliorer la cohérence et la coordination;
- f) Servir de mécanisme de promotion des meilleures pratiques dans les domaines de la paix, du développement et des droits de l'homme, et favoriser la création des synergies nécessaires dans tous les domaines thématiques;
- g) Fournir un lieu d'échange pour débattre et partager les enseignements tirés, des résultats et des répercussions, sur le développement, des principaux programmes et projets des Nations Unies en Afrique, et formuler des solutions à l'échelle du système et des recommandations à l'intention des États Membres africains sur la voie à suivre, notamment dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre du plan d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020;
- h) Contribuer à la coordination de l'appui que les différents organismes du système des Nations Unies apportent à l'Afrique, et faciliter le suivi des grandes conférences et des grands mécanismes internationaux tels que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20).

19. En plus des rapports à fournir et des réunions d'information à tenir régulièrement, un programme de travail sera élaboré chaque année pour définir les activités à organiser conjointement par les membres de l'Équipe spéciale, ainsi que les objectifs et les indicateurs de succès prévus. Ces activités seront intersectorielles et menées en liaison avec les activités que les organismes des Nations Unies mènent

actuellement en Afrique en matière de paix, de développement et de droits de l'homme.

20. Le programme de travail visera à recenser les méthodes, les liens et les circonstances permettant d'entreprendre les actions communes les mieux à même de produire les meilleurs résultats et d'avoir le plus d'impact. Il permettra aussi de contribuer de manière plus efficace à la planification des travaux et des contributions de l'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle.

21. Le programme de travail sera fondé sur les objectifs de développement de l'Afrique et sur les engagements des organismes des Nations Unies concernant leur appui à l'Afrique. L'Équipe spéciale interdépartementale et interinstitutionnelle sur les affaires africaines comportera deux groupes de travail, le groupe de travail sur le développement économique et social, et le groupe de travail sur la paix et la sécurité, les droits de l'homme et la gouvernance démocratique. Ces groupes auront pour tâche de faire en sorte que leurs rapports et leurs travaux respectifs mettent clairement en évidence les liens entre les questions relatives à la paix, au développement et aux droits de l'homme, y compris l'assistance humanitaire.
